

L'équipe de Repensons Lévis s'oppose au PQI

Lévis, lundi le 18 novembre 2024 - M. Serge Bonin, Chef de Repensons Lévis, candidat à la mairie de Lévis, conseiller municipal de Saint-Étienne, et M. Alexandre Fallu, conseiller municipal de Christ-Roi, ne peuvent cautionner les façons de faire du maire et de son équipe et voteront contre le Programme quinquennal des immobilisations (PQI).

Une importante incohérence face au cadre financier

L'équipe de Repensons Lévis a demandé dès 2022 la production d'[un cadre financier](#) afin d'assurer une gestion rigoureuse des finances de la ville. Après de multiples reports, il a été finalement présenté à la fin du mois de juin et est utilisé à chacun des conseils par le maire et son équipe comme un témoignage de la saine gestion à Lévis. Pourtant, le PQI adopté aujourd'hui ne le respecte pas. « Le cadre financier parle d'un investissement nécessaire de 18 M\$ par année en réfection de pavages, bordures et trottoirs. Or, on descend à 6 M\$ cette année. C'est une très nette diminution par rapport à 2024 où on a investi 14 M\$. Ça annonce du rattrapage à venir. Ça ne nous semble pas responsable. Le cadre financier parle de 90 M\$ sur 5 ans pour les pavages, alors que ce plan quinquennal en prévoit seulement 48 M\$. Tout ce qu'on ne fait pas maintenant se détériore et finira par coûter plus cher » précise M. Bonin.

« Ce PQI en est la démonstration: investir dans l'état de nos infrastructures est toujours une nécessité, maintenant plus que jamais. On apprenait la semaine dernière que le développement sera soudainement limité dans de grands secteurs à Lévis, que nos usines de traitement (eau, égouts) sont à pleine capacité dans plus de la moitié de la ville. J'ai l'impression que l'on va répéter les mêmes erreurs avec l'entretien de nos rues. On se retrouve devant une dégradation importante à prévoir, découlant de ce sous-investissement annoncé dans les pavages, ce qui nécessitera plusieurs chantiers majeurs en même temps sur notre territoire dans les années à venir. Il faut apprendre de nos erreurs » ajoute M. Bonin.

Des choix responsables?

Le maire et son équipe ont annoncé diminuer la cadence du développement, limité par la pleine capacité des eaux usées. M. Alexandre Fallu, conseiller municipal du centre-ville de Lévis dénote une autre incohérence dans le PQI: « Lorsque je vois le projet du prolongement Étienne Dallaire dans mon quartier, évalué à près de 10 millions de dollars, sans étude de circulation qui en justifie le besoin et que je constate qu'on réduit de moitié les investissements dans la réparation et amélioration de nos pavages et trottoirs, je me pose de sérieuses questions. Nous croyons qu'il est grandement préférable pour la ville de Lévis d'investir dans ses infrastructures actuelles avant d'en ajouter ».

Un processus à revoir

« L'an dernier, lors de la présentation du PQI, nous n'avions pas d'état des infrastructures ou même de cadre financier. Grâce à nos demandes répétées, nous avons enfin les deux outils. Ils sont à parfaire et ne sont pas entièrement respectés pour cet exercice, mais c'est un début. Par contre, en termes de processus, l'administration en place n'a proposé aucune amélioration depuis le début du mandat. Le maire nous répond qu'il pourra rester en séance plénière jusqu'à minuit afin de répondre à nos questions. La réalité c'est qu'il nous laisse moins de 72h afin de préparer cet important exercice et on ne nous remet pas les fiches détaillées des projets. Les projets à l'étude, écartés du PQI, nous sont remis en cours de semaine après la session de travail. La politique est une joute de négociations et de compromis, mais pas d'exclusion. Bâcler cet exercice avec précipitation, en ne reconnaissant pas le travail de l'opposition, c'est de manquer de respect envers notre devoir, notre fonction et à l'ensemble des Lévisiennes et des Lévisiens. », conclut M. Bonin.

-30-

Alex Bernier

Attaché politique

albernier@ville.levis.qc.ca

(418) 805-4667